



Zone de Libre Échange Continentale Africaine Opérationnelle à partir du 30 mai 2019



par Kizito Sikuka



LE PLUS important accord commercial susceptible de modifier le paysage économique mondial et de stimuler le commerce intra régional en Afrique est entré en vigueur.

Communément appelé la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf), le marché intégré est devenu opérationnel le 30 mai, après que les 22 pays requis ont déposé leurs instruments de ratification auprès de la Commission de l'Union africaine (UA).

En fait, 24 pays ont ratifié l'Accord de la ZLECAf portant création d'un marché élargi. Quatre d'entre eux sont originaires de la région de la SADC: Royaume d'Éswatini, Afrique du Sud, Namibie et Zimbabwe.

Selon les statuts juridiques de l'UA, un protocole « entre en vigueur » après ratification par au moins 22 des 55 États membres de l'UA.

Le processus de ratification fait passer le droit continental d'une intention déclarée à une application effective, et les États membres qui y joignent après l'entrée en vigueur d'un protocole « adhérent » au protocole.

Selon l'UA, un plus grand nombre de pays devraient déposer leurs instruments de ratification le 7 juillet au plus tard avant le Sommet extraordinaire de l'UA prévu à Niamey, au Niger, où la ZLECAf sera officiellement lancée par les dirigeants africains.

L'UA a décrit la création d'un marché intégré comme un jalon historique pour le continent afin de transformer son indépendance politique en un développement économique durable.

L'Ambassadeur Albert Muchanga, Commissaire au commerce et à l'industrie de l'UA, a déclaré qu'avec le marché unique en place pour l'Afrique, le continent était mieux placé pour parler et agir comme une entité unie dans les négociations commerciales mondiales et tirer parti de sa force pour des accords commerciaux et d'investissement offrant à sa population un développement durable accéléré et inclusif.

"Nous célébrons le triomphe d'un engagement audacieux, pragmatique et global à l'égard de l'intégration économique", a déclaré l'Ambassadeur Muchanga.

Il a déclaré qu'en lançant la ZLECAf et en la faisant fonctionner, l'Afrique surmonte la fragmentation et l'isolement historiques de ses économies en ouvrant d'énormes opportunités commerciales et en améliorant les liens de transport et de communication.

« Cette agrégation et cette connectivité sont des forces pour une croissance accélérée et le développement durable des pays africains nous permettra et concrétisera la vision de l'UA et de l'Agenda 2063, qui aspire à une Afrique intégrée, prospère et pacifique, conduite par ses citoyens, représentant une force dynamique dans l'arène mondiale.

POLITIQUE	3
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	4
CONSERVATION	5
INFRASTRUCTURE	6
LE SOMMET DE LA SADC	7
ENERGIE	8-9
GENRE	10-11
ELECTIONS	12-13
FONDATEURS	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Mais qu'est-ce que c'est exactement la ZLECAf? Comment ça marche? Pourquoi est-elle si importante pour l'Afrique et quels sont certains défis qui pourraient affecter son succès?

Déballer la ZLECAf

Une zone de libre-échange (ZLE) désigne généralement une région dans laquelle un groupe de pays signe un accord pour réduire les barrières commerciales afin d'accroître le commerce de biens et de services entre eux.

A cet égard, la ZLECAf rassemble tous les 55 États membres de l'UA, couvrant un marché combiné de plus de 1,2 milliard de personnes, y compris une classe moyenne en croissance, et un produit intérieur brut (PIB) combiné de plus de 3 400 milliards de dollars.

En termes de nombre de pays participants, la ZLECAf est la plus grande ZLE au monde depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les principaux objectifs de la ZLECAf sont de créer un marché continental unique des biens et des services, avec la libre circulation des hommes et femmes d'affaires et des investissements, et d'ouvrir ainsi la voie à l'accélération de l'établissement de l'Union Douanière.

La ZLECAf développera également le commerce intra-africain grâce à une meilleure harmonisation et coordination de la libéralisation du commerce et de la facilitation du commerce ainsi que des instruments au sein des Communautés Économiques Régionales (CER) et de l'ensemble de l'Afrique.

Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la ZLECAf, une fois pleinement opérationnel, devrait accroître le commerce intra régional de l'Afrique de 15% à 25%, ou de 50 à 70 milliards USD d'ici 2040.

Mise en œuvre de la ZLECAf

La ZLECAf devrait être mise en œuvre à différentes étapes puisque le processus global d'intégration régionale en Afrique, y compris ses huit communautés économiques régionales, est à différents stades.

À cet égard, la ZLECAf s'appuiera sur l'existence d'autres ZLE sur le continent tels que la ZLE de la SADC et la « Grande » ZLE en cours impliquant le Marché Commun de l'Afrique Orientale et

Australe (COMESA), la Communauté Est Africaine et la SADC.

Cependant, la mise en œuvre actuelle de la ZLECAf implique que tous les membres de l'accord commercial abolissent les droits de douane, les taxes ou les exigences spéciales pour l'importation de marchandises provenant d'autres pays membres.

Les parties à l'accord doivent également décourager tout monopole sur le marché intérieur afin de faciliter la pénétration des producteurs internationaux sur le marché.

Les implications de ces réglementations devraient promouvoir le commerce libre et équitable et la concurrence parmi les États membres, encourageant ainsi les pays à travailler ensemble plutôt que comme des États individuels.

Importance de la Zone d'Echange intégrée

L'importance de la ZLECAf ne peut être surestimée. Premièrement, c'est la plus grande zone de libre-échange au monde en termes de taille du marché et de participation depuis la création de l'OMC en 1994.

Ainsi, la mise en œuvre réussie de la ZLECAf aura un impact positif significatif sur le développement manufacturier et industriel, le tourisme, la coopération intra-africaine et la transformation économique.

En outre, la ZLECAf représente une déclaration audacieuse et une occasion importante pour le continent de corriger les vulnérabilités des économies africaines au sein de l'ordre économique mondial, qui a vu les pays commercer davantage avec le monde extérieur qu'entre eux-mêmes.

Cette structure commerciale signifie que les ressources destinées à développer l'Afrique sont expédiées et échangées ailleurs, ce qui améliore les économies de l'Europe, de l'Asie et des Amériques.

Le déséquilibre commercial actuel est causé par divers facteurs, notamment la médiocrité des infrastructures construites à l'époque coloniale



qui entrave le mouvement harmonieux des biens, des services et des personnes entre les pays africains, ainsi que l'imposition de barrières non tarifaires par les États membres de l'Union africaine.

Si l'on élimine certains de ces goulets d'étranglement, tels que le manque d'infrastructures, la ZLECAf devrait renforcer l'attrait du continent en tant que partenaire commercial mondial, reconstruisant ainsi les affaires du monde.

L'harmonisation des politiques commerciales et l'élimination des barrières non tarifaires et d'autres barrières commerciales telles que les droits d'exportation et d'importation énormes permettraient aux pays d'augmenter leurs revenus, de pénétrer de nouveaux marchés et de contribuer à leur développement national.

Un marché africain unique a également la capacité de transformer le défi des migrants en un capital humain pour l'Afrique, en permettant aux travailleurs de combler les lacunes en matière de compétences à travers le continent, ainsi que d'augmenter les arrivées de touristes.

En plus, la ZLECAf permettra de résoudre les défis liés aux adhésions multiples et les chevauchements d'appartenance et d'accélérer les processus

d'intégration régionale et continentale.

Actuellement, la plupart des pays d'Afrique appartiennent à plus d'une CER, ce qui conduit généralement à des conflits de loyauté et à une confusion de l'engagement, entravant ainsi les progrès de l'intégration en Afrique.

Défis potentiels

La réussite de la mise en œuvre de la ZLECAf dépend d'un certain nombre de facteurs et, comme l'a déclaré l'Ambassadeur Albert Muchanga, « le périple de transformation de l'Afrique commence maintenant ».

L'une de ces questions est le point d'achoppement sur les « règles d'origine », qui détermine quels produits ou marchandises bénéficient des tarifs préférentiels en fonction de leur classification.

Par exemple, un produit fabriqué à partir de soie chinoise ou américaine, mais emballé et assemblé en Afrique, est-il éligible pour bénéficier des taux de droits préférentiels de la ZLECAf?

Le plus important, l'une des réalités de la mise en œuvre de la ZLECAf est qu'elle a besoin non seulement des gouvernements, mais également de la contribution des citoyens africains, en particulier du secteur privé, pour assurer son succès. □

Secrétariat de la ZLECAf

POUR ASSURER la réalisation de la ZLECAf, les plans sont maintenant bien avancés pour établir un secrétariat qui surveillera et suivra la mise en œuvre.

Selon l'UA, le processus de création du secrétariat de la ZLECAf a commencé et un rapport officiel sur les progrès accomplis sera soumis à la prochaine réunion des organes directeurs de l'UA prévue pour juillet à Niamey, au Niger, où une décision sera prise sur la structure et l'emplacement du secrétariat.

Sept pays ont soumis des offres pour accueillir le Secrétariat: Égypte, Royaume d'Esuatini, Éthiopie, Kenya, Ghana, Madagascar et Sénégal. □



Les Centres d'excellence et de spécialisation industriels pour soutenir le développement des compétences et des capacités

LE SECRÉTARIAT de la SADC a entamé le processus d'identification des centres d'excellence et des centres de spécialisation industriels régionaux qui seront chargés de diriger le développement des compétences et des capacités pour mettre en œuvre la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC (2016-2063).

Adoptée par le Sommet Extraordinaire de la SADC tenu en 2015 à Harare, au Zimbabwe, la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC vise à accélérer le renforcement des avantages comparatifs et concurrentiels des économies de la région.

La stratégie et la feuille de route reposent sur trois piliers: industrialisation, compétitivité et intégration régionale.

Des interventions stratégiques pour chacun de ces piliers sont proposées dans le plan d'action. Celles-ci incluent un environnement politique amélioré pour le développement industriel, l'augmentation du volume et de l'efficacité des investissements des secteurs public et privé dans l'économie de la SADC, la création de chaînes de valeur régionales et la participation à des processus mondiaux connexes, ainsi qu'une augmentation de la valeur ajoutée pour les produits agricoles et non agricoles et services.

La création de centres d'excellence et de spécialisation industriels est conforme à la reconnaissance du fait que l'éducation et le développement des compétences sont importants pour faciliter la croissance industrielle et améliorer la compétitivité de la région dans l'économie mondiale.

L'investissement dans l'éducation et le développement des compétences, ainsi que dans la science, la technologie et l'innovation, est l'un des grands

objectifs stratégiques du programme régional d'intégration et de coopération de la SADC.

En fait, la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC identifient le développement du capital humain, et en particulier le développement des compétences, comme un facteur important permettant l'industrialisation.

La stratégie reconnaît l'importance de la transformation technologique et économique de la région grâce à l'industrialisation, la modernisation, le développement des compétences, la science et la technologie, le renforcement financier et une intégration régionale plus profonde.

Au cours des quatre dernières années, la région a poursuivi des activités visant à appliquer la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC.

Cependant, l'un des principaux obstacles est le manque de personnel qualifié sur le plan technique et professionnel, ainsi que la faiblesse de la base scientifique et technologique permettant de faire avancer le programme d'industrialisation.

Pour résoudre ce problème, le Secrétariat de la SADC mène actuellement un exercice de cadrage et de cartographie afin d'identifier et de recommander des centres potentiels dans la région.

Le processus sera guidé par le Cadre Régional et les Directives pour la création de centres régionaux d'excellence et de spécialisation approuvés par le Conseil des ministres de la SADC en 2018.

Étant donné que plusieurs institutions se sont déjà identifiées comme centres d'excellence et de spécialisation, le cadre et les directives garantiront que les institutions

identifiées fonctionneront selon un ensemble de normes communes.

L'exercice devrait aboutir à un rapport identifiant et recommandant des centres dans les chaînes de valeur prioritaires pour le développement industriel.

En outre, l'étude devrait proposer des options de financement viables, ainsi que des liens et des partenariats avec le secteur privé.

Les centres identifiés devraient occuper un créneau d'importance stratégique déterminé par la vision à long terme de la SADC pour le développement de la région et de tous ses États membres.

La création de centres d'excellence et de centres de spécialisation est également

conforme au Protocole sur l'éducation et la formation de 1997 et au Protocole sur la science, la technologie et l'innovation de 2008.

Le Protocole sur la science, la technologie et l'innovation définit un centre d'excellence comme « une institution qui a démontré une capacité de recherche et de développement de haute qualité dans un domaine spécifique de la science, de la technologie et de l'innovation ».

À cet égard, les centres régionaux auront pour objectif d'acquérir des compétences en recherche, développement et innovation, en développement et transfert de technologie et en renforcement des capacités à l'appui du développement industriel de la région. □

Profilage des chaînes de valeur régionales

LE PROFILAGE des chaînes de valeur régionales de la SADC dans les secteurs prioritaires de l'agroalimentaire, de la valorisation des minerais et des produits pharmaceutiques est en voie d'achèvement. Une étude de profilage de la chaîne de valeur de l'aquaculture ainsi qu'une étude sur la pré faisabilité de capacités de fabrication supplémentaires pour les médicaments essentiels et les produits de santé ont été commandées en mars 2019.

Le secrétariat de la SADC collabore étroitement avec les États membres et les promoteurs de projets depuis août 2018 afin de constituer une base de données sur les projets d'investissement à promouvoir aux niveaux régional et mondial.

Ces projets d'investissement se concentrent sur six groupes prioritaires de chaînes de valeur qui visent à réaliser une croissance soutenue et l'industrialisation des économies de la SADC par le biais de la transformation agroalimentaire, de la valorisation des minerais, des produits pharmaceutiques, des biens d'équipement, des biens de consommation et des services.

L'élaboration d'un plan d'action visant à soutenir les projets régionaux de valorisation des minéraux dans le but de maximiser l'impact de l'extraction de ressources minérales sur le développement est en voie d'achèvement et devrait être finalisée d'ici août 2019.

La stratégie et la feuille de route de la SADC en matière d'industrialisation (2015-2063) préconisent la participation des États membres aux chaînes de valeur nationales, régionales et mondiales en tant que l'une des interventions visant à promouvoir l'industrialisation.

La promotion des chaînes de valeur permettra aux États membres de la SADC de se spécialiser dans les processus et activités de production pour lesquels ils possèdent des avantages concurrentiels. □

Alimentation et nutrition – Sécurité et vulnérabilité

LES ETATS membres de la SADC ont entrepris des évaluations nationales détaillées qui doivent être synthétisées dans le "Rapport de la SADC sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique australe", à soumettre au Conseil des ministres et au Sommet des chefs d'État et de gouvernement en août.

La région de la SADC est confrontée à une situation de sécurité alimentaire médiocre à la suite de précipitations faibles et mal réparties au cours de la saison agricole 2018-2019.

Selon les prévisions de précipitations régionales, la plupart des parties de la région ont reçu des précipitations «normales à inférieures à la normale» pendant la saison agricole.

En outre, les pluies ont été tardives et irrégulières, et ont poussé certains agriculteurs, en particulier dans le sud et l'ouest de la région, à retarder les semis. Une période de sécheresse allant de la mi-janvier à la fin de février a provoqué un stress hydrique modéré à grave dans les parties centrales de la région, entraînant un flétrissement permanent des cultures.

La situation en matière de sécurité alimentaire a été aggravée par le cyclone tropical Idai, qui a touché certaines parties du Malawi, du Mozambique et du Zimbabwe en mars 2019.

Le cyclone, qui a été accompagné de fortes pluies, de vents et de tempêtes a détruit une grande superficie de culture, a tué des centaines de personnes et en a déplacé des milliers d'autres dans les trois pays touchés.

Le cyclone Idai a été enregistré comme l'une des pires tempêtes tropicales à avoir affecté l'Afrique et l'hémisphère sud.

Selon le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture mis au point par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la plupart des pays de la région seront probablement

confrontés à des problèmes de sécurité alimentaire et devront importer des céréales pour compléter leurs rendements.

En Angola, par exemple, la réduction des précipitations a réduit les perspectives de production agricole dans les parties sud et ouest du pays.

Bien que les récoltes aient bénéficié de pluies suffisantes pendant la campagne dans les principales régions productrices de la République démocratique du Congo, le conflit en cours et l'infestation par la chenille légionnaire d'automne ont entraîné des récoltes inférieures à la moyenne.

Au Malawi, les précipitations favorables enregistrées au cours de la première moitié de la campagne agricole ont permis d'optimiser les rendements d'environ 3,3 millions de tonnes de maïs. Cependant, les inondations dans le sud du pays ont réduit les attentes.

Les pertes de denrées alimentaires, les dégâts causés aux récoltes qui vont bientôt être récoltées et la réduction de l'accès aux marchés risquent d'aggraver les conditions de sécurité alimentaire.

Les inondations provoquées par des cyclones ont largement endommagé les cultures dans les provinces centrales du Mozambique et la production céréalière nationale devrait diminuer par rapport au niveau supérieur à la moyenne de l'année dernière.

Le Conseil international des céréales prévoit une baisse de 14% de la production de maïs en Afrique du Sud, qui passerait à 10,7 millions de tonnes.

La Zambie et le Zimbabwe sont confrontés à des problèmes similaires, la faible pluviométrie ayant des répercussions sur les zones de production excédentaire de la Zambie, qui ont imposé des restrictions à l'exportation.

Selon le Zimbabwe Commercial Farmers Union, la production de maïs devrait tomber à 900 000 tonnes cette saison, ce qui est inférieur à 1,8

million de tonnes que le pays consomme annuellement.

Le pays devra peut-être en importer 900 000 autres pour couvrir un déficit amplifié par la sécheresse et le Cyclone Idai. Les agriculteurs ont été invités à planter des cultures de céréales traditionnelles et de petites céréales qui nécessitent moins d'eau et sont plus résistantes à la sécheresse.

En Namibie, une évaluation préliminaire des cultures réalisée par le gouvernement montre que la production céréalière pour 2019 devrait s'établir à 72 000 tonnes, soit une baisse de 53 pour cent par rapport à l'année dernière et de 35 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale.

La Tanzanie, cependant, avait une production excédentaire et cherche des acheteurs. À la fin de l'année dernière, le pays disposait d'un stock de plus de 4 millions

de tonnes de maïs et devrait produire 16 millions de tonnes supplémentaires, avec une demande locale de 13 millions de tonnes.

Le Ministre de l'Agriculture, Japhet Hasunga, a déclaré que le gouvernement avait l'intention de stimuler le développement industriel et l'emploi grâce à des industries de transformation des produits agroalimentaires pouvant ajouter de la valeur aux produits agricoles.

«Les industries agroalimentaires sont synonymes de valeur ajoutée, de prix élevés et de motivation à produire davantage», a déclaré le ministre à un atelier sur la politique agricole.

"L'agriculture emploie directement 65% de la population, tandis que 8% en tirent des avantages indirects, mais il est impossible d'ignorer ce secteur dans un contexte industriel." □

La SADC examine le processus d'évaluation de la vulnérabilité

LES ETATS membres de la SADC travaillent à l'harmonisation et à l'amélioration de la qualité et de la pertinence des évaluations et analyses de la vulnérabilité en intégrant les problèmes émergents tels que la nutrition, le genre, le VIH / sida et la vulnérabilité urbaine.

Une bonne nutrition est essentielle pour assurer la sécurité alimentaire et renforcer le système immunitaire, et la pandémie de VIH / sida constitue une menace majeure pour la croissance économique, le développement agricole et la sécurité alimentaire dans la région.

À cet égard, il est nécessaire d'inclure les indicateurs de nutrition, de VIH et de genre au niveau des individus et des ménages dans les évaluations de la vulnérabilité.

Prenant la parole lors de l'atelier de pré-évaluation du programme régional

d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité (RVAA) tenu en mai à Gaborone, au Botswana, pour examiner les formats de rapport, les indicateurs et les stratégies de diffusion, Sithembiso Gina, responsable de programme pour la réduction des risques de catastrophe, a déclaré: les décideurs ont besoin d'informations opportunes et crédibles pour réagir efficacement à plusieurs catastrophes qui ont affecté la région de la SADC.

Gina a ajouté que la situation rend les évaluations de 2019 critiques pour documenter la réponse aux catastrophes.

L'atelier de pré-évaluation du programme RVAA a été l'occasion pour les comités nationaux d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité de réfléchir aux rapports précédents et de tirer des enseignements pour éclairer les évaluations de 2019. □

Le Sommet de Kasane sur les Eléphants Un appel à la coopération mondiale

UNE COOPÉRATION mondiale dans la gestion de la population d'éléphants est nécessaire pour assurer un développement durable.

C'était l'une des principales résolutions du Sommet de Kasane sur les éléphants tenu par cinq pays de la SADC en mai.

Les cinq pays - Angola, Botswana, Namibie, Zambie et Zimbabwe - abritent la plus grande population d'éléphants d'Afrique.

La population d'éléphants au Zimbabwe est estimée à plus de 100 000, soit près de trois fois sa capacité de charge durable. En Namibie, la population d'éléphants s'élève à plus de 22 500.

Selon la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), accord international visant à garantir que le commerce international de spécimens d'animaux sauvages et de plantes sauvages ne menace pas leur survie, l'Afrique australe compte le plus grand nombre d'éléphants en Afrique et dans le monde à environ 350 000.

Le gros de cette population d'éléphants se trouve dans la zone de conservation transfrontalière (TFCA) de Kavango Zambezi (KAZA), qui est partagée par les cinq États membres de la SADC. La population a augmenté ces dernières années, bien au-dessus de la capacité de charge de leurs forêts.

Le gonflement de la population est dû à un certain nombre de facteurs, notamment une interdiction internationale du commerce de l'ivoire pour protéger les éléphants et les rhinocéros, menacés d'extinction.

À cet égard, les leaders de l'Angola, du Botswana, de la Namibie, de la Zambie et du Zimbabwe qui ont assisté au Sommet de Kasane sur les

éléphants ont déclaré qu'ils étaient résolus à engager efficacement la communauté internationale sur des questions liées à la conservation et à la gestion des éléphants.

« Nous notons avec préoccupation la recrudescence récente des prélèvements illégaux d'éléphants sur une grande partie du continent africain. Si cet état de fait se poursuit sans relâche, il constituera une menace très réelle pour la survie de cette espèce emblématique dans une grande partie de son aire de répartition », lit-on dans le communiqué publié par les leaders après leur réunion à Kasane, au Botswana.

Les leaders ont déclaré qu'il était nécessaire que la communauté mondiale envisage de lever l'interdiction du commerce de l'ivoire afin de permettre aux communautés hébergeant la population d'éléphants de bénéficier des ressources.

« Nous soutenons toutefois que les communautés méritent de tirer profit de l'utilisation durable des ressources naturelles, y compris des éléphants; d'autant plus que ce sont eux qui supportent le fardeau de vivre côte à côte avec ces éléphants. »

Les éléphants d'Afrique australe sont inscrits à l'Annexe II de la CITES, ce qui signifie que le commerce international d'animaux vivants est autorisé. Cependant, le commerce de l'ivoire est interdit.

Les leaders des pays de la KAZA TFCA ont fait valoir que l'interdiction du commerce de l'ivoire avait sérieusement érodé les revenus tirés de la conservation de la faune, et qu'ils avaient accumulé d'énormes stocks d'ivoire dont ils ne pouvaient se débarrasser.

L'interdiction a entraîné une augmentation du braconnage,

les communautés ne bénéficiant plus des produits du commerce de l'ivoire, ont déclaré les leaders.

En outre, l'augmentation de la population d'éléphants en Afrique australe a aggravé les conflits entre l'homme et la faune sauvage et entraîné une dégradation considérable de l'environnement, sous la forme d'une érosion accrue des sols, de dommages à la végétation et d'une perte de biodiversité.

La population d'éléphants en Namibie se trouve dans le nord du pays, ce qui pose de sérieux problèmes d'eau, et on signale que des milliers d'éléphants du Botswana continueraient de faire pression sur les habitats de la faune.

La croissance de la population d'éléphants au Zimbabwe a augmenté la pression sur les ressources en eau disponibles, car la plupart de ces populations sont concentrées dans des zones sujettes à la sécheresse, obligeant l'autorité de

gestion des parcs et de la faune sauvage à utiliser l'eau de forage comme solution de remplacement bien que son pompage soit très coûteux.

Les pays favorables à l'interdiction totale de l'ivoire proposent l'inscription de toutes les populations d'éléphants d'Afrique à l'Annexe I par le biais du transfert de l'Annexe II des populations du Botswana, de la Namibie, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe.

L'Annexe I de la CITES énumère les espèces menacées d'extinction. Le commerce des spécimens de ces espèces est illégal, tandis que ceux inscrits à l'Annexe II ne sont pas nécessairement menacés d'extinction.

L'Afrique australe estime qu'un système de commercialisation contrôlé est la voie à suivre plutôt qu'une interdiction totale du commerce de l'ivoire, car les interdictions alimentent la demande en l'absence d'un marché légal. □

CERTAINES DES principales résolutions adoptées par le Sommet de Kasane sur les éléphants, tenu le 7 mai au Botswana, sont les suivantes:

- Réaliser des relevés aériens transfrontaliers coordonnés et synchronisés à l'échelle de KAZA sur les éléphants (et autres populations d'animaux sauvages) selon des méthodologies normalisées afin de permettre la comparabilité entre les paysages de KAZA;
- Harmoniser autant que possible la gestion des éléphants en tenant compte des particularités et des priorités nationales;
- Prévoir une planification intégrée de l'utilisation des sols et l'harmonisation des politiques au niveau de KAZA;
- Fournir des incitations aux communautés à continuer de tolérer et de coexister avec les éléphants;
- Veiller à ce que la gestion des éléphants soit adaptable;
- Normaliser les approches en matière de gestion des stocks;
- Améliorer la collaboration régionale en matière de criminalité liée aux espèces sauvages par la mise en œuvre de la stratégie de la SADC sur l'application de la loi et la lutte contre le braconnage;
- Engager les pays de transit et de destination pour résoudre les problèmes de réduction de la demande d'ivoire illégal; et
- Engager efficacement la communauté internationale sur les questions liées à la conservation et à la gestion des éléphants, notamment en faisant pression pour obtenir un appui aux propositions soumises par les États membres de KAZA à la CdP 18 de la CITES. □



La SADC dresse le bilan des projets d'infrastructure régionaux

par Kumbirai Nhongo

LA SADC examine l'état des projets à mettre en œuvre dans le cadre de la première phase de son projet d'infrastructure régionale.

Le Plan Directeur de Développement des Infrastructures Régionales (RIDMP) a été adopté par les États membres de la SADC en 2012 et décrit la vision de la région en matière d'infrastructures à réaliser d'ici 2027.

Le principal objectif du RIDMP est de créer une base solide d'infrastructures pour un développement économique durable, ancré dans les six secteurs prioritaires de l'énergie, des transports, des technologies de l'information et de la communication (TIC), de la météorologie, de l'eau et du tourisme.

La mise en œuvre du RIDMP se déroule en trois phases, en commençant par le Plan d'action à court terme (STAP), qui devait se dérouler de 2012 à 2017.

Le Plan d'Action à Moyen Terme serait le programme qui succèdera au STAP, il fonctionnera jusqu'en 2022, tandis que le Plan d'Action à Long Terme devrait se poursuivre et se terminer d'ici 2027.

Le Plan Directeur de Développement des Infrastructures Régionales reconnaît que le secteur des transports est un pilier essentiel du développement économique régional, étant largement responsable non seulement de la circulation des personnes, mais également des biens et des services.

Ainsi, 32 projets du STAP d'une valeur de plus de 16,65 milliards de dollars ont été identifiés pour être mis en œuvre dans les corridors de développement spatial de la région adoptés par la SADC en 2008.

Dans le secteur de l'énergie, plusieurs projets de transport

étaient prévus dans le cadre du STAP pour aider à distribuer l'énergie des pays ayant un excédent de production d'électricité à ceux qui en manquaient.

En outre, le RIDMP cherche à exploiter les autres formes d'énergie de la région, telles que le pétrole et le gaz, qui sont disponibles en abondance.

À cette fin, 16 projets énergétiques d'une valeur estimée à 12,27 milliards de dollars américains devaient être mis en œuvre dans le cadre du STAP au cours de cette période.

Les États membres de la SADC reconnaissent l'importance d'investir dans le secteur de l'eau, non seulement pour stimuler le développement économique, mais également pour améliorer la qualité de vie de ses citoyens.

Les conclusions de l'étude de diagnostic de l'eau de 2011 montrent que la région de la SADC ne conserve que 14% des ressources en eau renouvelables disponibles, le reste allant aux océans.

Afin de relever ce défi, la SADC a identifié huit projets STAP d'une valeur de 13,48 milliards USD destinés à développer l'infrastructure d'approvisionnement en eau de la région.

Conformément au plan du secteur des TIC, qui fait partie du RIDMP, la SADC a identifié des projets visant à déployer un réseau régional étendu, fiable, résilient, abordable, moderne, entièrement intégré, interconnecté et complémentaire.

L'examen du STAP porte donc également sur les 18 projets du STAP dont le coût est estimé à 21,4 milliards de dollars américains.

Afin d'atténuer les défis posés par le changement climatique et la variabilité du développement régional, la SADC a également identifié des projets d'infrastructure visant à améliorer la fourniture d'informations sur le climat, la prévision, l'alerte précoce et les

applications connexes pour soutenir le développement durable dans la région de la SADC.

Neuf projets de météorologie d'une valeur estimative de 192 millions USD ont été classés par ordre de priorité dans le cadre du STAP et sont en cours d'examen dans le cadre de l'évaluation en cours du RIDMP.

La région reconnaît le besoin urgent d'améliorer l'infrastructure touristique en prévision de la croissance prévue, qui pourrait permettre à la région de la SADC de recevoir environ 58% du trafic continental total d'ici 2027.

Ainsi, 15 projets du STAP dans le secteur du tourisme, d'une valeur de 324 millions de dollars américains ont été identifiés dans le but de renforcer les infrastructures principalement dans les parcs transfrontaliers, de manière à créer la capacité nécessaire à l'accroissement prévu du trafic touristique.

Les résultats préliminaires montrent que les contraintes financières ont été l'un des inconvénients majeurs à la bonne exécution des projets d'infrastructure de la région. Pour atténuer ce problème, la SADC s'est associée à la Banque africaine de développement (BAD).

Cette évolution est conforme à la décision prise par les leaders lors du Sommet extraordinaire de la SADC tenu en mars 2017 à Eswatini, Royaume d'Eswatini,

approuvant la recommandation faite à la SADC de travailler avec la BAD pour développer les instruments et cadres financiers nécessaires pour soutenir les projets RIDMP.

Certains des instruments que la BAD développera pour renforcer les efforts de mobilisation de ressources des États membres comprennent les obligations d'infrastructure, les garanties partielles de risque, les garanties d'assurance et les garanties de crédit partielles.

Le Sommet extraordinaire de mars 2017 a également instruit les États membres à créer une liste de priorités à partir du portefeuille de projets d'infrastructure relevant du RIDMP, de manière à rendre les engagements avec la BAD plus ciblés et plus efficaces.

Un rapport présenté aux Ministres des Transports et de la Météorologie de la SADC lors de leur réunion tenue en Namibie en septembre 2018 montre qu'environ 62 projets d'infrastructure régionale ont été retenus pour bénéficier du soutien de la BAD.

Ces initiatives d'infrastructures régionales ciblées, qui couvrent les six secteurs stratégiques, ont été préparées et sont prêtes pour la mobilisation de ressources.

Depuis septembre 2018, les États membres de la SADC préparent une feuille de route pour finaliser le processus d'engagement avec la BAD afin d'ouvrir la voie à la mise en œuvre des projets RIDMP prioritaires identifiés. □

Projets initialement ciblés pour la mise en œuvre du RIDMP STAP

Secteur	Nombre de projets	Coût estimé (US \$)
Secteur de l'énergie	16	12,27 milliards
Transport	32	16,65 milliards
TIC	18	21,40 milliards
Météorologie	9	192 millions
L'Eau	8	13,48 milliards
Tourisme	15	324 millions
Total	98	64,32 milliards

Vers le 39ème Sommet de la SADC ...Alors que la Tanzanie commence ses préparatifs



par Kizito Sikuka

LA RÉPUBLIQUE-UNIE de Tanzanie intensifie ses préparatifs en vue du sommet régional annuel au cours duquel les pays de l'Afrique australe discuteront des moyens de faire progresser l'intégration et le développement durable.

Le 39ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) se tiendra à Dar es-Salaam en août.

Prof Palamagamba Kabudi, Ministre tanzanien des Affaires Étrangères et de la Coopération Est-africaine, a déclaré que son pays était prêt et qu'il était impatient d'accueillir cette réunion importante qui donne forme et met l'accent au programme d'intégration régionale de l'Afrique australe.

« Accueillir le sommet de la SADC est un grand honneur pour nous en tant que nation », a déclaré le professeur Kabudi le 8 mai, au début des préparatifs du 39ème Sommet de la SADC.

La dernière fois que la Tanzanie a accueilli un Sommet de la SADC, c'était en 2003, et le pays est déterminé à assumer à nouveau le leadership dans la promotion de l'intégration régionale lorsqu'il assumera la présidence de la SADC en août.

Le Président tanzanien John Magufuli, qui est actuellement vice-président de la SADC, succédera à son homologue namibien, le président Hage Geingob, à la présidence tournante de l'organisation régionale.

En sa qualité de président de la SADC, le président Magufuli sera chargé de promouvoir la paix et la sécurité ainsi que le développement durable dans la région.

Le thème du Sommet 2019 est «Un environnement

commercial propice au développement industriel inclusif et durable ».

Ceci poursuit la tendance des cinq sommets précédents à se focaliser sur divers aspects de la priorité régionale de l'industrialisation, marquant ainsi la première fois en 39 ans d'histoire de la SADC qu'un thème similaire existe depuis si longtemps, ce qui témoigne de l'accent mis sur cet objectif.

Dans le cadre des préparatifs, la Tanzanie organisera la Semaine annuelle de l'industrialisation de la SADC du 22 au 26 juillet.

L'objectif principal de la semaine de l'industrialisation est de vulgariser la stratégie d'industrialisation et la feuille de route de la SADC et d'identifier les projets d'industrialisation pouvant être mis en œuvre conjointement par les secteurs public et privé dans les États membres de la SADC.

La stratégie et la feuille de route de la SADC en matière d'industrialisation ont été adoptées par le Sommet extraordinaire de la SADC tenu à Harare (Zimbabwe) en 2015 et visent à accélérer le renforcement des avantages comparatifs et concurrentiels des économies de la région.

La stratégie et la feuille de route reposent sur trois piliers: industrialisation compétitivité et intégration régionale. Des interventions stratégiques pour chacun de ces piliers sont proposées dans le plan d'action.

Celles-ci incluent un environnement politique amélioré pour le développement industriel, l'augmentation du volume et de l'efficacité des investissements des secteurs public et privé dans l'économie de la SADC, la création de chaînes de valeur régionales et la participation à des processus mondiaux connexes, ainsi qu'une augmentation de la valeur

ajoutée pour les produits agricoles et non agricoles et services.

Le thème de la semaine de l'industrialisation de la SADC 2019 est «Un environnement commercial compétitif pour un développement industriel inclusif et durable».

Prof Kabudi a exhorté le secteur privé en Tanzanie à tirer parti de la Semaine de l'industrialisation pour créer des réseaux, présenter et explorer des opportunités commerciales avec d'autres organisations de la région de la SADC.

"Nous espérons que notre peuple saisira cette opportunité et participera pleinement à la semaine de l'industrialisation", a-t-il déclaré.

La toute première Semaine de l'industrialisation de la SADC s'est tenue en août 2016 au Royaume d'Eswatini, tandis que les événements ultérieurs ont eu lieu en 2017 et 2018 en Afrique du Sud et en Namibie respectivement.

Les résultats de la Semaine de l'industrialisation de la SADC entrent normalement dans l'ordre du jour du Sommet. La réunion de juillet devrait donc examiner les moyens par lesquels la SADC pourrait promouvoir un environnement

propice permettant au secteur privé de contribuer pleinement à l'intégration régionale.

Avant le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC prévu les 17 et 18 août, des hauts fonctionnaires se réuniront, suivis du Conseil des ministres de la SADC.

Le Conseil des ministres de la SADC, composé généralement des ministres des Affaires étrangères, de la Planification économique ou des Finances, supervise le fonctionnement et le développement de la SADC et veille à la mise en œuvre des politiques et des décisions.

Le Conseil des ministres définit l'ordre du jour du sommet de la SADC.

Selon la dernière réunion du Conseil des ministres qui s'est tenue en mars à Windhoek, en Namibie, le sommet de la SADC devrait débattre d'un large éventail de questions, notamment la mise en œuvre des plans opérationnels de la région et des programmes prioritaires tels que l'industrialisation, le commerce et le développement des infrastructures, ainsi que la création éventuelle d'un parlement régional et la consolidation de la paix et de la sécurité. sardc.net □



LE SOMMET de la SADC est chargé de l'orientation générale de la politique et du contrôle des fonctions de la Communauté, ce qui en fait finalement la plus haute institution décisionnelle de la SADC.

Il est composé de tous les chefs d'État ou de gouvernement de la SADC et est géré par un système de troïka comprenant le président actuel du sommet de la SADC, le nouveau président (le Vice-président à l'époque) et le président sortant.

Le système de la troïka confère le pouvoir à ce groupe de trois leaders de prendre des décisions rapides au nom de la SADC, qui sont normalement prises lors de réunions de politique générale programmées à intervalles réguliers, et de fournir des directives aux institutions de la SADC entre les sommets ordinaires.

Le sommet se réunit généralement une fois par an en août / septembre. □





Réaligner le programme énergétique régional ...Alors que la SADC examine le Protocole sur l'énergie

par Kizito Sikuka

L'APPROVISIONNEMENT en énergie fiable et durable reste une priorité du programme de développement de l'Afrique australe.

Reconnaissant le rôle fondamental de l'énergie dans la réalisation des aspirations au développement durable et à l'éradication de la pauvreté, la SADC a mis au point un certain nombre d'outils et instruments juridiques, tels que le Protocole sur l'énergie, qui fournit une base pour la coopération en matière d'énergie entre ses États Membres.

Bien que la plupart de ces documents offrent un cadre juridique solide pour le développement du secteur de l'énergie, les experts en énergie de diverses instances se sont déclarés préoccupés par le fait qu'ils étaient désormais obsolètes et qu'ils devaient être révisés pour tenir compte de la dynamique changeante de la région et du continent aussi bien que globalement.

En outre, la plupart des documents ont des obligations qui ne sont ni juridiquement contraignantes ni obligatoires, ce qui les rend difficiles à appliquer et à mettre en œuvre.

Compte tenu de ces lacunes, la SADC est en train de réviser le Protocole sur l'énergie pour veiller à ce que les objectifs contenus dans le schéma directeur régional pour l'énergie soient plus faciles à gérer et pratiques.

Le Protocole, signé en 1996 et entré en vigueur en 1998, vise à promouvoir le développement harmonieux des politiques énergétiques nationales et des questions d'intérêt commun pour un développement énergétique équilibré et équitable dans toute la région.

Le Protocole décrit également clairement les mécanismes institutionnels et les dispositions financières en place pour sa mise en œuvre.

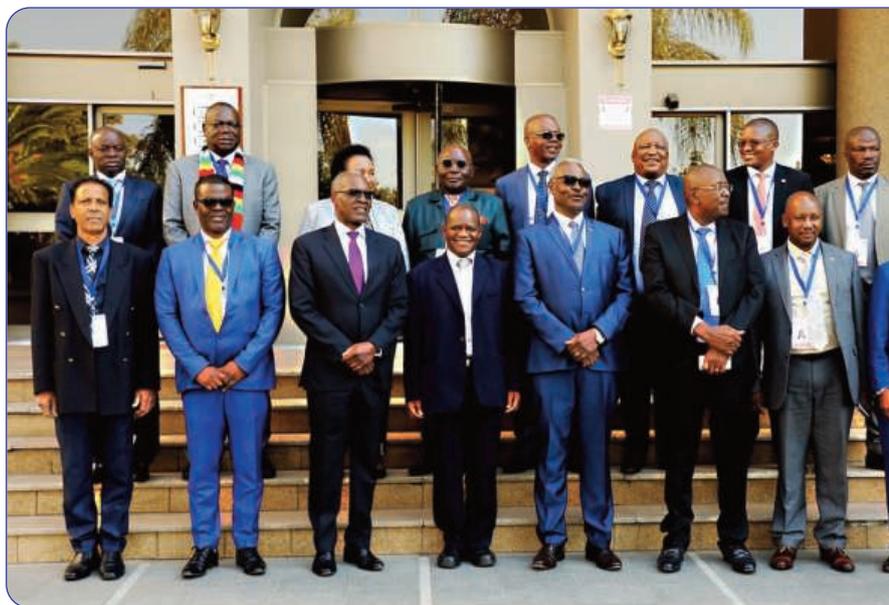
Réunis lors de leur réunion annuelle à Windhoek en Namibie le 24 mai, les ministres de l'énergie de la SADC ont déclaré que le processus de révision du Protocole progresse bien et sera bientôt achevé.

"Les ministres ont noté des progrès accomplis dans la modification du Protocole sur l'énergie de 1996 et ont approuvé la feuille de route pour finaliser l'examen et la modification du Protocole, et ont exhorté les États membres qui n'ont pas encore adhéré au Protocole à le faire", lit-on dans une déclaration publiée par les ministres peu après leur réunion.

En août 2018, avant l'admission de l'Union des Comores en tant que dernier membre de la SADC, tous les pays de la SADC, à l'exception de la République démocratique du Congo, de Madagascar et des Seychelles, avaient ratifié le Protocole sur l'énergie.

Mise en commun d'énergie

L'UN DES principaux domaines d'intervention du protocole consiste à promouvoir la mise en commun d'énergie entre les pays de la SADC afin de permettre aux États membres de partager le surplus d'énergie.



Le Pool Énergétique d'Afrique australe (SAPP) progresse ainsi en veillant à ce que les réseaux électriques de ses 12 États membres soient interconnectés afin de permettre aux services publics de ces pays de faire le commerce de l'électricité.

Tous les pays de la SADC situés sur le continent, à l'exception de l'Angola, du Malawi et de la République-Unie de Tanzanie, sont interconnectés au réseau régional via le SAPP, ce qui leur permet de commercer en électricité.

Les îles des Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles ne sont pas membres du SAPP.

Depuis lors, le SAPP a lancé 10 projets de transport visant à assurer l'interconnexion de tous ses membres d'ici 2020 et le renforcement du réseau régional pour faciliter un plus grand échange d'énergie d'ici 2024.

Les projets prioritaires de transport d'électricité comprennent la construction du projet d'interconnexion ZiZaBoNa reliant le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie, ainsi que la mise en place de l'interconnecteur Angola-Namibie qui reliera cette dernière au SAPP.

L'interconnecteur Zambie-Tanzanie-Kenya reliera ce dernier au réseau régional et améliorera l'intégration régionale et le commerce de l'énergie entre le SAPP et le pool énergétique de l'Afrique de l'Est.

Lors de leur réunion en Namibie, les ministres de l'énergie de la SADC ont exhorté le SAPP, qui coordonne la gestion de l'électricité dans la région afin d'accélérer la mise en œuvre de divers programmes, activités et projets dans le domaine de l'énergie afin de garantir que les approvisionnements répondent à la demande.

Selon le Secrétariat de la SADC, la région dispose en termes d'offre et de demande en électricité d'une capacité de production installée



L'ÉNERGIE EN AFRIQUE AUSTRALE



actuelle de 71 950 mégawatts (MW). Par conséquent, en ce qui concerne les marges de réserve et de capacité de production, la région dispose d'une capacité déficitaire de plus de 650 MW.

"Les ministres ont exhorté les États Membres à s'engager dans les projets énergétiques prioritaires régionaux visant à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en énergie et ont chargé le Secrétariat de présenter un rapport détaillé sur les projets énergétiques en cours d'élaboration et de développement par les installations régionales de préparation de projets."

Vers l'Énergie renouvelable

EN CE qui concerne la promotion des sources d'énergie renouvelables en tant que source d'énergie de remplacement, les ministres ont approuvé le Programme pour l'efficacité industrielle dans l'industrie de la SADC (SIEEP) en tant que programme visant à promouvoir

l'efficacité énergétique et les pratiques de conservation de l'énergie dans le secteur industriel de la SADC.

Le SIEEP a été mis au point par le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (SACREEE) de la SADC en 2018 afin d'aider la région à atteindre la compétitivité industrielle en éliminant les obstacles à l'efficacité énergétique dans l'industrie, tels que le manque de capacité et de financement.

SACREEE est l'une des institutions régionales de l'énergie chargées de promouvoir le développement des énergies renouvelables dans la région.

Basé en Namibie, SACREEE est responsable de la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique de la SADC (REEESAP), qui a été approuvé en 2016.

Le REEESAP, qui couvre la période 2016-2030, fournit aux États membres de la SADC le cadre nécessaire à l'élaboration de stratégies en matière d'énergies renouvelables, favorisant une plus grande utilisation des ressources en énergies renouvelables ainsi que la mobilisation de ressources financières dans le secteur.

Les ministres de l'énergie ont également chargé le secrétariat de la SADC, assisté de l'Association régionale de réglementation de l'énergie de l'Afrique australe (RERA), de mettre en place les structures appropriées pour élaborer et mettre en œuvre des initiatives de réglementation régionales concernant d'autres sous-secteurs de l'énergie, notamment le pétrole, le gaz et les énergies renouvelables dans le cadre du mandat élargi.

L'Afrique australe possède certains des plus importants gisements de gaz naturel au monde. L'exploration du gaz permettrait donc à la région de relever ses défis énergétiques.



La SADC a déjà approuvé les plans pour élaborer un plan directeur régional qui guidera l'exploitation des vastes ressources en gaz naturel qui existent dans la région.

L'approbation a été faite par le Conseil des ministres de la SADC, qui s'est réuni avant le 38^{ème} sommet de la SADC en août 2018.

Le Conseil a demandé au Secrétariat de la SADC de mettre en place le Comité régional du gaz de la SADC et d'élaborer le Plan directeur régional du gaz de la SADC.

Le comité sera chargé de veiller à l'inclusion et à la promotion du gaz naturel dans le mix de production d'électricité régional, actuellement dominé par le charbon. sardc.net □

Équilibrer la concurrence entre les besoins en eau et en énergie de la SADC

LA DISPONIBILITÉ d'un approvisionnement en eau et en énergie est essentielle pour faire progresser le développement régional et l'intégration en Afrique australe.

Tel est le message clé de la réunion conjointe des ministres de l'énergie et de l'eau de la SADC, le 24 mai à Windhoek, en Namibie.

La réunion a déclaré que l'accès limité à l'eau et à l'énergie avait la capacité de vider de son sens le programme d'intégration de la SADC, d'où la nécessité de travailler collectivement pour relever les défis auxquels sont confrontés les deux secteurs.

Le Dr Thembinkosi Mhlongo, Secrétaire exécutif adjoint de la SADC, a déclaré que les résultats obtenus dans le secteur de l'eau indiquaient que sur les plus de 300 millions d'habitants de la SADC, environ 60% avaient accès à de l'eau potable tandis que seulement 40% avaient accès à des installations sanitaires adéquates.

En ce qui concerne l'énergie, la capacité de production installée s'élevait à 71 950 mégawatts (MW). Par conséquent, en ce qui concerne la demande de pointe et les marges de réserve de la capacité de production, la région a une capacité déficitaire de plus de 650 MW.

Par conséquent, il est important que la SADC équilibre et intègre ses liens eau-énergie afin de faire progresser le développement durable dans la région et de veiller à ce que la gestion de la mise en valeur des ressources en eau ne compromette pas les problèmes énergétiques, ou inversement. □

Le Programme d'autonomisation économique des femmes approuvé par les ministres de l'égalité des sexes de la SADC

par Nyarai Kampipili

LES MINISTRES du genre de la SADC ont approuvé un programme visant à promouvoir une participation égale des femmes et des hommes aux processus décisionnels.

Le Programme régional multidimensionnel pour l'autonomisation économique des femmes (RMDWEEP) a été approuvé par les ministres du Genre de la SADC le 29 mai à Windhoek, en Namibie.

Cette réunion faisait suite à une réunion de validation organisée par des experts régionaux en mars.

Le programme pour l'autonomisation des femmes guidera la région dans l'examen, la modification et l'élaboration de lois prévoyant un accès égal à l'emploi salarié, au travail décent et à la protection sociale, autant d'éléments essentiels à la promotion de l'autonomisation socioéconomique.

À cet égard, le programme économique est conforme aux dispositions du Protocole révisé sur le Genre et le Développement, qui aspire à l'inclusion sociale et à la justice, tout en fournissant les bases de l'autonomisation des femmes, de l'élimination de la discrimination et de la réalisation de l'égalité des sexes, l'équité par la promulgation d'une législation tenant compte de la problématique hommes-femmes et la mise en œuvre de politiques, projets et programmes.

Stergomena Lawrence Tax, Secrétaire Exécutive de la SADC, a déclaré que l'intégration de la problématique hommes-femmes dans tous les processus d'élaboration des politiques restait l'un des objectifs directeurs de la SADC.

En fait, l'égalité des sexes et l'autonomisation sont fermement enracinés dans la Déclaration et le Traité qui ont établi la communauté partagée de la

SADC, et les États membres sont pleinement conscients que l'égalité et l'autonomisation des femmes et des hommes dans tous les domaines de la vie sont essentielles à la réalisation du développement durable.

"L'autonomisation des femmes et des filles est essentielle à l'intégration régionale, au développement durable et à la réduction de la pauvreté", a déclaré le Dr Tax, ajoutant que le programme contribuerait grandement à promouvoir la participation active des femmes et des hommes à l'élaboration des politiques.

Le programme d'autonomisation économique devrait contribuer à l'élaboration de politiques efficaces et équitables tenant compte de la problématique hommes-femmes afin de faire progresser le développement socioéconomique de la région.

À l'heure actuelle, le processus d'élaboration des politiques régionales - de la formulation à la mise en œuvre - tend à exclure les femmes et ne prend donc pas en compte les questions de parité.

Le développement du programme a été rendu nécessaire par la nécessité de garantir une réponse et une action multipartites pour améliorer le statut des femmes et les autonomiser dans tous les domaines de leur vie.

La réunion des ministres du Genre de la SADC a également exhorté les États membres à poursuivre leurs efforts en vue d'intégrer l'égalité des sexes dans la stratégie visant à assurer l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes.

Selon un projet de rapport sur l'Évaluation Analytique de l'intégration de la dimension de genre dans la région de la SADC présenté aux ministres, la majorité des pays de la SADC ne disposent pas de la capacité et des ressources suffisantes pour intégrer la dimension de genre,



alors même que l'inclusion des femmes dans la prise de décision générale améliorerait les capacités et les ressources.

Le rapport évalue dans quelle mesure les États membres ont intégré la problématique hommes-femmes dans leurs politiques et stratégies nationales. En outre, un point de référence sur le statut des femmes et de l'économie devant être lancé lors du 39^{ème} Sommet de la SADC prévu en août en République-Unie de Tanzanie souligne que des efforts importants ont été déployés par les pays de la SADC pour parvenir à l'égalité des sexes dans la région, mais beaucoup doit encore être fait.

L'étude de base réalisée par l'Institut du genre du Centre de recherche et de documentation de l'Afrique australe (SARDC) montre que les États membres de la SADC ont progressé dans la promulgation de lois et de politiques favorisant l'égalité des sexes, mais que les mécanismes de domestication et de mise en œuvre restent lents et il y a un discord général entre les lois statutaires et coutumières.

En outre, la majorité des États membres ne disposent pas de cadres juridiques qui reconnaissent les rôles multiples des femmes ou en allègent le fardeau, limitant ainsi la participation des femmes à d'autres tâches d'amélioration des moyens de subsistance.

Sans un cadre juridique qui reconnaît les rôles multiples que jouent les femmes, celles-ci continueront, entre autres tâches,

à passer beaucoup de temps à parcourir de longues distances à la collecte de bois de chauffage et d'eau.

Par conséquent, il est nécessaire d'adopter l'utilisation de services et de sources d'énergie renouvelables et d'intégrer la problématique hommes-femmes dans le secteur.

Les ministres chargés du Genre ont également été informés des préparatifs du lancement de la stratégie régionale de la SADC sur les femmes, la paix et la sécurité (2018-2022) lors du 39^{ème} Sommet de la SADC prévu pour le mois d'août.

La stratégie vise à relever les défis auxquels sont confrontées les femmes et les enfants en s'assurant qu'ils participent pleinement aux activités, programmes et projets de paix et de sécurité.

La stratégie a été présentée pour la première fois aux ministres du Genre de la SADC en 2017 lors de leur réunion à Ezulwini, Royaume d'Eswatini, puis a été présentée au Conseil ministériel de l'Organe pour approbation.

L'élaboration de la stratégie a impliqué différentes parties prenantes, notamment des experts en genre et sécurité de tous les États membres de la SADC.

La stratégie et son plan d'action doivent être mis en œuvre de 2018 à 2022 et les États membres ont été invités à élaborer des plans d'action nationaux et à mobiliser des ressources pour mettre en œuvre les activités proposées au niveau national. sardc.net □





Les États membres de la SADC progressent vers l'objectif 50:50 d'égalité de genre

SEYCHELLES ET l'Afrique du Sud sont les premiers pays de la région de la SADC à avoir une représentation à 50:50 des femmes et des hommes au Gouvernement.

Envisagée il y a près de 10 ans, l'objectif d'une représentation à 50/50 des femmes et des hommes dans les postes de décision et de décision semblait inatteignable et impossible.

Cependant, en 2018, le président des Seychelles, Danny Faure, a annoncé la création d'un nouveau gouvernement composé de cinq femmes et de cinq hommes, en plus du président et du vice-président.

Il s'agissait d'une amélioration par rapport aux trois femmes ministres sur 14 en 2015, représentant 21,4%.

En Afrique du Sud, le président Cyril Ramaphosa a annoncé un gouvernement de 28 ministres, composé de 14 femmes et de 14 hommes.

Les ministères clés tels que les vétérans de la défense et de l'armée, les relations internationales, la coopération et la sécurité de l'État sont dirigés par des femmes.

Le résultat 50:50 représente une amélioration par rapport à 38,8% en 2012 et à 40,5% en 2015. Dans le nouveau Parlement sud-africain, près de la moitié des membres (45%) sont des femmes. C'est un pas de plus vers une représentation égale des femmes et des hommes aux postes de décision politiques et autres, car l'Assemblée nationale précédente comptait 42% de femmes.

Le Parlement sud-africain est composé d'une assemblée nationale élue de 400 membres et du Conseil national des provinces, composé de 90 délégués provinciaux et de 10 délégués pour chacune des neuf provinces.

Une délégation provinciale est composée de six délégués permanents nommés par les assemblées législatives provinciales et de quatre délégués spéciaux.

L'Afrique du Sud utilise un système de représentation proportionnelle dans lequel l'électorat vote pour un parti politique, pas pour des individus.

Le parti politique obtient une part des sièges à l'Assemblée nationale proportionnellement au nombre de voix remportées lors des élections.

Chaque parti politique enregistré soumet une liste de candidats à la Commission électorale indépendante (CEI) avant les élections. Cette dernière détermine le nombre de sièges de chaque parti en fonction des résultats des élections. Les partis classent leurs candidats avec les candidats les plus préférés en tête de liste.

Le Malawi a également enregistré des progrès en ce qui concerne la représentation des femmes après les élections du 21 mai. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour assurer l'égalité des sexes et la parité dans les postes de prise de décision. Un total de 44 femmes a

remporté des sièges au parlement, ce qui représente environ 22,8%. Cela représente une légère amélioration par rapport aux 16,7% enregistrés lors des dernières élections de 2015.

L'objectif de 50:50 à l'horizon 2015 a été fixé dans le Protocole de la SADC sur le genre et le développement, adopté en 2008 et entré en vigueur en 2013.

Cependant, en 2015, aucun État membre de la SADC n'avait atteint cet objectif.

Le protocole a été révisé en 2016 et approuvé par le 36ème Sommet de la SADC qui s'est tenu au Royaume d'Eswatini.

Le Protocole a ensuite été révisé pour que ses objectifs soient alignés sur les divers objectifs mondiaux et les problèmes émergents. □

Intégration du genre dans le développement énergétique

LES PAYS africains organiseront bientôt une réunion ministérielle de haut niveau sur la manière d'intégrer les questions de genre dans le secteur de l'énergie.

La réunion prévue pour le 12 juin à Addis-Abeba, en Éthiopie, fait suite à un atelier tenu en avril, dans lequel la nécessité d'intégrer les questions de parité hommes-femmes dans l'énergie était une priorité pour l'Afrique.

Ceci est particulièrement important car la fourniture de services énergétiques a des impacts différents sur les femmes et les hommes.

Par exemple, la majorité des femmes africaines, en particulier celles qui vivent à la campagne, se heurtent à des obstacles liés à l'énergie et sont liées par la servitude par le type de sources d'énergie disponibles pour leurs besoins de cuisine et d'éclairage.

Les femmes ont également encore du mal à accéder à certains produits et technologies énergétiques en raison des coûts de démarrage prohibitifs liés à l'installation de ces équipements.

En conséquence, ils parcourent de longues distances pour collecter du bois de chauffage, généralement lourd, ce qui compromet leur santé physique et leur bien-être.

Par conséquent, l'intégration de la problématique hommes-femmes dans le secteur de l'énergie peut favoriser le développement socio-économique et la réduction de la pauvreté, car l'accès à l'énergie est considéré comme un « facteur de libération pour les femmes et un facteur clé permettant aux femmes de jouer un rôle égal dans le développement de toutes les régions. » □



La SADC, une région pacifique et politiquement stable

La SADC a consolidé ses compétences en tant que région pacifique et politiquement stable après la tenue d'élections dans quatre États membres au cours des trois derniers mois. La région a été témoin d'élections dans l'Union des Comores, à Madagascar, au Malawi et en Afrique du Sud. Cette édition de *l'Afrique Australe Aujourd'hui* propose une analyse.

L'ANC remporte un nouveau mandat pour gouverner l'Afrique du Sud



LE CONGRÈS National Africain (ANC) a obtenu un nouveau mandat pour gouverner l'Afrique du Sud à la suite des élections nationales et provinciales tenues le 8 mai.

L'ANC, au pouvoir depuis la fin de l'apartheid en 1994, a obtenu 57,5% des voix, contre 62,1% lors des élections précédentes tenues en 2014.

Selon les résultats définitifs publiés par la Commission Electorale Indépendante (CEI), le plus grand parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA), a obtenu 20,8% des voix contre 22,2% en 2014, contre 10,8% pour les Economic Freedom Fighters (EFF) des suffrages exprimés, contre 6,4% en 2014.

Lors des dernières élections tenues en 2014, l'ANC avait recueilli 62,1% des suffrages exprimés, contre 65,9% en 2009.

L'ANC a perdu un peu de soutien ces dernières années et Ramaphosa a déclaré que le parti s'était engagé à « reconquérir » ses partisans en s'attaquant aux problèmes auxquels

le pays était confronté, tels que la corruption, le chômage et des services de qualité médiocre.

« Nous avons appris notre leçon... Nous avons entendu le message très clair de ce qu'ils attendent de nous », a déclaré Ramaphosa.

Ramaphosa, qui a prêté serment le 25 mai en tant que président, a déclaré qu'il était important que toutes les parties prenantes travaillent ensemble pour une meilleure Afrique du Sud.

« Travaillons maintenant ensemble, noirs et blancs, hommes et femmes, jeunes et vieux, pour construire une Afrique du Sud qui appartient véritablement à tous ceux qui y vivent, comme le proclamaient nos ancêtres », a-t-il déclaré.

L'Afrique du Sud utilise un système de représentation proportionnelle dans lequel l'électorat vote pour un parti politique, pas pour des individus.

Le parti politique obtient une part des sièges au Parlement proportionnellement directe au



nombre de voix remportées lors des élections.

À cet égard, les résultats des élections signifient que l'ANC a obtenu 230 sièges au Parlement, contre 249 auparavant, tandis que le DA s'est vu allouer 84 sièges, contre 89 en 2014.

Le EFF a presque doublé ses sièges au Parlement, passant de 25 en 2014 à 44 cette année.

En vertu de la Constitution sud-africaine, le président est élu par l'Assemblée nationale parmi ses membres, généralement le leader du parti majoritaire.

Les élections de mai étaient les sixièmes depuis que la majorité des Sud-Africains ont été autorisés à voter, avec la fin du système d'apartheid en 1994. Près de la moitié des représentants élus sont des femmes, avec 45%.

Selon la CEI, le taux de participation était d'environ 65,9%. Plus de 26,7 millions de Sud-Africains s'étaient inscrits pour voter le 8 mai. □

ASSOUMANI réélu président des Comores

AZALI ASSOUMANI a été réélu président de l'Union des Comores après avoir recueilli 60,77% des suffrages exprimés lors des élections du 24 mars.

Ahamada Mahamoudou, principal chef de l'opposition, est arrivé loin derrière avec 14,62% des voix.

S'exprimant lors de la cérémonie d'inauguration qui s'est tenue le 26 mai à Moroni, la capitale, Assoumani s'est engagé à relancer le dialogue entre les différents acteurs politiques et à mettre en place des "mesures d'apaisement" au cours de son mandat.

Assoumani s'est engagé à impliquer l'opposition "dans la prise de décisions concernant les grandes questions nationales", ce qui devrait conduire à la stabilité de la nation insulaire.

Les élections étaient initialement prévues pour 2021, mais l'élection présidentielle a été reportée à cette année à la suite d'un référendum organisé en juillet 2018.

Les élections ont été les premières à se dérouler dans le cadre d'une nouvelle

constitution, dont l'une des dispositions permet au président de rester au pouvoir pour un maximum de deux mandats de cinq ans. Auparavant, le président ne pouvait faire qu'un mandat de cinq ans.

La rotation unique du pouvoir présidentiel entre les trois îles de la Grande Comore, Anjouan et Mohéli a été maintenue dans la nouvelle constitution.

Cet arrangement vise à promouvoir une paix et une sécurité durables dans le pays après des années d'instabilité politique qui ont conduit à plusieurs coups d'État à la fin des années 90.

Des observateurs de l'Union africaine, du Marché commun de l'Afrique orientale et australe et des candidats de l'opposition ont affirmé que les élections étaient caractérisées par des irrégularités.

Au total, 13 candidats ont participé aux élections. □



La coalition dirigée par Rajoelina remporte les élections législatives à Madagascar

SELON LA commission électorale, une COALITION dirigée par le président Andry Rajoelina a remporté les élections législatives tenues à Madagascar en mai.

Les résultats provisoires des élections législatives du 27 mai annoncés par la Commission électorale nationale indépendante, la coalition Isika Rehetra Miaraka amin'i Andry Rajoelina (Nous sommes tous avec Andry Rajoelina) a remporté 84 des 151 sièges à l'Assemblée nationale.

Tiako I Madagasikara, dirigé par l'ancien président Marc Ravalomanana, était loin derrière, avec 16 sièges ou 10,6% des sièges.

Les candidats indépendants ont obtenu 46 sièges, tandis que plus de 80 autres partis politiques ne pouvaient gérer que cinq sièges.

Au total, 85 parties et 459 candidats indépendants ont participé aux élections législatives.

Les résultats provisoires ont été soumis à la Haute Cour constitutionnelle, qui a le droit d'annoncer les résultats définitifs dans un délai de 16 jours. □





Mutharika remporte la course à la présidence du Malawi

PETER MUTHARIKA a été réélu président du Malawi après avoir recueilli 38,57% des suffrages lors des élections présidentielles du 21 mai, en même temps que des scrutins pour les membres de l'Assemblée nationale et les conseillers des gouvernements locaux.

Les résultats ont été annoncés le 27 mai après que la Haute Cour du Malawi se soit prononcée en faveur de la Commission électorale du Malawi (MEC) à la suite d'une pétition déposée par le parti de l'opposition, le Parti du Congrès du Malawi (MCP), qui avait allégué des actes de fraude électorale.

Selon le MEC, Lazarus Chakwera, leader du MCP, s'est classé deuxième dans l'élection présidentielle avec 35,42% des voix dans une course serrée pour le pays.

L'ancien vice-président Saulos Chilima du United Transformation Movement (UTM) s'est classé troisième loin, avec 20,24% des voix.

En vertu de la Constitution malawienne, le président est élu selon le système uninominal majoritaire à un tour dans lequel le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix est déclaré vainqueur, même s'il obtient moins de 50% des suffrages valables.

S'exprimant peu de temps après son entrée en fonction, le président Mutharika a étendu une branche d'olivier à l'opposition et a appelé à la paix et à l'unité nationale.

« Les élections sont terminées. Le moment est venu de s'unir et de développer ce pays », a déclaré Mutharika, qui remplit actuellement son deuxième et dernier mandat conformément à la Constitution.

En termes d'élections à l'Assemblée nationale, le Parti démocrate progressiste (DPP) dirigé par Mutharika a réussi à obtenir 62 sièges sur un total de 192 sièges au parlement.

Le MCP de l'opposition a réussi à obtenir 55 sièges, tandis que le Front démocratique unifié en a obtenu 20 et l'UTM quatre.

Parmi les autres partis politiques qui ont remporté des sièges à l'Assemblée nationale, on peut citer le Parti du peuple avec cinq sièges et l'Alliance pour la démocratie avec un siège.

Les candidats indépendants ont réussi à obtenir un total combiné de 55 sièges.

Les questions qui ont occupé le devant de la scène pendant la période de campagne concernaient principalement la création d'emplois et la lutte contre la corruption.

Au total, 44 femmes ont remporté des sièges à l'Assemblée nationale, ce qui représente 22,9% des sièges à la législature. Cela montre une

progression de la représentation des femmes à l'Assemblée nationale. Lors des élections précédentes de 2014, 32 femmes avaient réussi à obtenir des sièges à l'assemblée et en 2009, seules 12% des femmes siégeaient à l'assemblée nationale.

Pour les élections législatives, le Malawi utilise également le système électoral uninominal majoritaire à un tour selon lequel le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix est déclaré vainqueur.

Le taux de participation aux élections générales était de 74% et environ 6,8 millions de personnes s'étaient inscrites pour voter.

Le Malawi a obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne en 1964 et il s'agissait de la sixième élection présidentielle depuis la création du système multipartite en 1994. □



LES DECLARATIONS préliminaires faites par la Mission d'observation électorale de la SADC (SEOM) ont déclaré que les élections tenues au Malawi et en Afrique du Sud s'étaient déroulées conformément aux normes régionales.

La délégation SEOM dans les deux pays était dirigée par le ministre zambien des Affaires étrangères, Joseph Malanji, et observait les élections en trois phases: la période préélectorale, le jour du scrutin et le lendemain des élections.

Les attentes vis-à-vis de la SEOM sont principalement guidées par les dispositions et les exigences de la Constitution du pays concerné, ainsi que par le Traité de la SADC, le Protocole révisé de la SADC sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité et les Principes et directives révisés de la SADC régissant les élections démocratiques. □

La SADC examine le déroulement de l'exercice UMODZI

DANS LE but d'améliorer ses fonctions de maintien de la paix dans la région et dans le reste du continent africain, la SADC a mené un processus de révision de l'exercice UMODZI.

L'exercice UMODZI a été organisé par la SADC en octobre 2018 au Malawi en préparation de ses tâches de maintien de la paix en Afrique.

La SADC a assumé ses responsabilités de maintien de la paix au niveau continental dans le cadre de la Force africaine en attente (FAA) en janvier 2019 et devrait renoncer à ses tâches principales en juin.

La FAA est un outil important de l'architecture africaine de paix et de sécurité pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits sur le continent.

Afin de procéder à une évaluation par les pairs et d'améliorer ses capacités, la SADC a procédé à l'évaluation après action de l'exercice UMODZI les 8 et 10 avril à Gaborone, au Botswana.

L'objectif de l'atelier de l'exercice UMODZI AAR était d'examiner et de documenter les leçons apprises et identifiées lors de la planification et de la conduite de l'exercice dans le but de reconnaître les réussites et les défis, et de proposer également des recommandations sur la manière d'améliorer la conduite des futurs exercices de la Force en Attente de la SADC (SADC SF).

L'une des recommandations de l'atelier était que la FA de la SADC entreprenne un exercice de formation sur le terrain en 2021 dans le cadre du renforcement de sa capacité opérationnelle totale.

Le Centre régional de formation au maintien de la paix (RPTC) de la SADC a également été instamment prié d'organiser davantage de séminaires de formation à l'intention des États Membres pour renforcer leurs capacités en matière de maintien de la paix.

Basée à Harare, au Zimbabwe, la SADC RPTC dispense une formation militaire et civile aux citoyens des États Membres afin de faciliter leur participation active aux opérations de soutien de la paix des Nations Unies et de l'Union africaine.

Depuis sa création en 1996, le centre a formé plus de 5 000 personnes - militaires, services correctionnels, policiers et civils - originaires des États membres. □

La SADC rend hommage aux Pères Fondateurs

LA SADC travaille sur un mécanisme visant à reconnaître et à honorer l'héritage de ses pères fondateurs pour leur contribution à la région.

Le mécanisme proposé présente une opportunité de sensibiliser les citoyens de la SADC aux idéaux et aux avantages d'appartenir à une communauté partagée en Afrique australe.

Selon le Secrétariat de la SADC, un projet de document sera soumis au Conseil des ministres de la SADC pour examen en août.

Cela est conforme à une directive du 35ème Sommet de la SADC tenue au Botswana en 2015, qui a chargé le Secrétariat de rédiger une note conceptuelle pour un mécanisme visant à honorer l'héritage des Pères fondateurs de la SADC, et à travers eux, la population de leurs pays.

Hashim Mbita, héros de la libération en Afrique

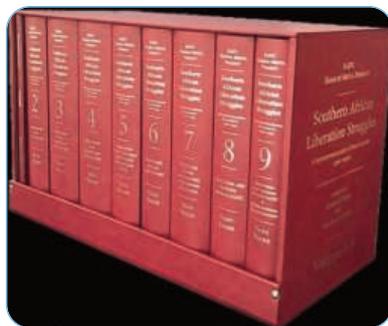
HASHIM MBITA, un héros de la lutte de libération en Afrique, était largement respecté pour ses principes et son dévouement. Le brigadier-général Mbita (retraité) de la République-Unie de Tanzanie a été secrétaire exécutif du Comité de libération de l'OUA pendant 22 ans, de 1972 à sa mission accomplie en 1994, lorsque la libération du sous-continent a été achevée avec des élections démocratiques en Afrique du Sud à la règle de la majorité. Il a conçu et inspiré le projet d'histoire de la SADC et a été un mecène actif, mobilisant des ressources auprès des gouvernements de la région. Le résultat est la

publication de *Les luttes de libération de l'Afrique australe (1960-1994)*, composée de neuf volumes, qui contient un narratif et des récits sur le mouvement de libération dans la région, le rôle des États de la ligne de front et le soutien de diverses organisations et pays extérieurs à la région. □

Les leaders et les peuples des pays qui ont obtenu leur indépendance avant ont consenti des sacrifices économiques pour garantir l'indépendance politique des pays voisins du reste de la région.

Cette génération de leaders panafricains dévoués a mobilisé son peuple et contribué moralement et matériellement à la conviction qu'ils ne seraient pas véritablement indépendants lorsque d'autres pays resteraient sous le régime colonial.

Cette initiative a été lancée sous le leadership de Julius Kambarage Nyerere, dont le pays a accédé à l'indépendance en 1961, qui s'appelait alors Tanganyika, puis la République-Unie de Tanzanie, après l'unité avec Zanzibar. La Tanzanie a accueilli le Comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) depuis sa création en 1963.



Les luttes de libération de l'Afrique australe 1960-1994 publiées pour la SADC par Mkuki na Nyota



A l'arrière, de gauche à droite: le ministre Dick Matenje, Malawi; Camarade Robert Mugabe, Premier Ministre désigné du Zimbabwe; Très. Hon. Le prince Mabandla Dlamini, Premier ministre du Swaziland; L'hon. Mooki Vitus Molapo, ministre du Commerce et du Tourisme du Royaume du Lesotho. A l'avant, de gauche à droite: SE José Eduardo dos Santos, Président de l'Angola; SE Sir Seretse Khama, Président fondateur du Botswana; SE Kenneth David Kaunda, Président fondateur de la Zambie; SE Samora Moises Machel, président fondateur du Mozambique; SE Mwalimu Julius K. Nyerere, président fondateur de la République-Unie de Tanzanie, au Sommet de Lusaka (Zambie) en avril 1980.

Les présidents fondateurs du Botswana et de la Zambie se sont associés à Nyerere pour créer un groupe informel appelé « États de la ligne de front », auquel se sont ralliés par la suite les présidents de l'Angola et du Mozambique après l'accession à l'indépendance de ces pays en 1975.

Ceux-ci formaient le leadership des États de la ligne de front, puis la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) avec quatre autres pays (Lesotho, Malawi, Swaziland et Zimbabwe) en 1980, transformée en Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en 1992 lors d'un sommet organisé par la Namibie indépendante.

Ces groupes ont franchi un certain nombre de jalons visant à faire progresser le développement politique et économique, et la région est devenue de plus en plus intégrée à la SADC, en tant que pierre angulaire de l'Union africaine.

La mise en place d'un mécanisme visant à reconnaître et à honorer l'héritage des pères fondateurs de la SADC soutiendra les idéaux d'unité et d'autonomie, d'inclusion, de souveraineté et de prospérité au profit des générations futures.

Un proverbe africain dit: "Plus vous regardez loin derrière vous, plus vous êtes susceptible de voir plus loin." □



DIFFERENTES INITIATIVES ont déjà été mises en œuvre aux niveaux national et régional afin de rendre hommage à certains des pères fondateurs de la SADC. Une de ces initiatives était un livre d'images sur la vie et la sagesse de l'ancien président de la République-Unie de Tanzanie, Julius Nyerere.

Le livre a été lancé lors du 35ème Sommet de la SADC tenu à Gaborone, au Botswana, en 2015. Le livre d'images commémoratif, intitulé *Asante Sana, Thank You Mwalimu*, a été coédité par le Centre de recherche et de documentation d'Afrique australe (SARDC), African Publishing Group au Zimbabwe ainsi que Mkuki na Nyota de la République-Unie de Tanzanie.

Le livre est une compilation des principales déclarations et perspectives de Nyerere sur les questions de développement, et est bien illustré par des photographies historiques.

Né le 13 avril 1922 à Butiama, près du lac Victoria, Mwalimu a consacré sa vie à l'idéal de la dignité humaine et de l'humanité commune. □

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



LA SADC AUJOURD'HUI Vol. 21 No 4 Juin 2019

SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Tel +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
E-mail registry@sadc.int Website www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

TRADUCTEUR

Chris Kambayi

COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu, Phyllis Johnson, Nyarai Kampilipi, Danai Majaha, Kumbirai Nhongo, Maidei Musimwa, Tariro Sasa, Tanaka Chitsa, Monica Mutero, Raymond Ndlovu, Pedzisayi Munyoro, Thenjiwe Ngwenya, Ayub Blessing Moyo, Eunice Kadiki

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2019

SADC AUJOURD'HUI reçoit les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net. Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 videoblocks; P2 newtimes.co.rw; P4; P5 P. Johnson; P6 buildipedia, wp.com, meed.com, kayafm.co.za; P7 tanzaniatourism.go.tz, P8 sadc.int; P9 omicronenergy.com; P10 SADC Secretariat, msn.com, akamaized.net; P11 news24.com, msn.com; P12 Cyril Ramaphosa Twitter Account, bp.blogspot.com, P13 enca.com, citizen.co.za, Aljazeera.com; P14 southerntimesafrica; P16 mozambiquehistory.net, aahs.org

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Courriel: sadctoday@sardc.net

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgavia, Harare, Zimbabwe
Tel +263 242 791 141

www.sardc.net
Knowledge for Development



sardc.net



@sardc.net



Ce document est produit par la SARDC dans le cadre d'un projet réalisé avec le financement de l'Agence autrichienne de développement (AAD)/la Corporation Autrichienne de Développement (CAD). La responsabilité du contenu de cette publication incombe entièrement aux auteurs. L'information et l'analyse ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence autrichienne de développement /la Corporation Autrichienne de Développement



EVENEMENTS

Juin – Août 2019

<p>Juin 5, Mondial</p>	<p>Journée Mondiale de l'Environnement Cette journée est célébrée chaque année pour sensibiliser le public à la nécessité pour la communauté mondiale de travailler ensemble à la préservation de l'environnement. La Chine accueillera les célébrations mondiales de la Journée mondiale de l'environnement en 2019 sur le thème de la pollution atmosphérique.</p>
<p>17-21, Afrique du Sud</p>	<p>Rapport sur l'infrastructure de la SADC réunion de collecte et de validation des données La réunion réunira des hauts fonctionnaires responsables du développement des infrastructures dans les États membres de la SADC et des responsables techniques des partenaires au développement afin de valider une évaluation du plan d'action à court terme (STAP) du plan directeur de développement des infrastructures régionales (RIDMP) et de discuter des projets prioritaires pour la prochaine phase.</p>
<p>17-21, Namibie</p>	<p>Réunion conjointe des ministres de la SADC responsables d'ET-STI Les ministres de la SADC chargés de l'éducation et de la formation et des sciences, de la technologie et de l'innovation se réunissent à Windhoek pour examiner des questions de politique générale qui doivent être examinées et approuvées par le Conseil des ministres et le Sommet des chefs d'État et de gouvernement. La réunion débutera par une table ronde ministérielle sur les politiques avec un discours liminaire sur « L'entrepreneuriat, l'éducation et la quatrième révolution industrielle en Afrique ». La Charte de la SADC sur les femmes dans les sciences, l'ingénierie et la technologie sera signée par les États membres qui ne l'ont pas encore signée.</p>
<p>28 juin-2 juillet</p>	<p>Conseil d'administration du SARDC Le Conseil d'administration du Centre de recherche et de documentation sur l'Afrique australe (SARDC) se réunira à Butiama, en République-Unie de Tanzanie, pour discuter du programme de travail et de la vision du centre de ressources de connaissances régional et du partenaire de connaissances de la SADC. Présidé par l'honorable professeur Peter Katjavivi, président de l'Assemblée nationale en Namibie, le Conseil d'administration est composé de membres de divers pays d'Afrique australe. Le patron fondateur était Mwalimu Julius Nyerere.</p>
<p>Juillet 7, Niger</p>	<p>Assemblée extraordinaire de l'UA sur la ZLECAf. Les chefs d'État et de gouvernement africains se réuniront à Niamey, au Niger, pour un sommet extraordinaire pour lancer officiellement la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf). Cela fait suite à l'entrée en vigueur de la ZLECAf en mai après la ratification par «au moins 22 » des 55 États membres de l'UA, comme requis par les statuts de l'UA.</p>
<p>8, Niger</p>	<p>Réunion de coordination UA-CER Première réunion de coordination de la Commission de l'Union africaine avec les communautés économiques régionales (CER) afin d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme d'intégration continentale. La réunion fait partie du programme de réformes institutionnelles de l'UA adopté en janvier 2017 et affiné lors de la 11ème session extraordinaire de la Conférence de l'UA en novembre 2018. Elle remplace le traditionnel deuxième Sommet de l'UA, généralement tenu en juin ou en juillet.</p>
<p>15-19, Namibie</p>	<p>Ministres des finances et de l'investissement de la SADC Les ministres responsables des finances et de l'investissement se réuniront pour examiner plusieurs questions, dont l'opérationnalisation du Fonds de développement régional de la SADC et la finalisation du cadre de mobilisation des ressources de la SADC.</p>
<p>15-20, Zambie</p>	<p>Comité ministériel de l'Organe de la SADC Le comité ministériel se réunira pour débattre des questions de paix et de sécurité dans la région de la SADC. Le comité associe les ministres responsables des Affaires étrangères, de la Défense, de la Sécurité publique et de la Sécurité de l'État, issus des pays qui composent l'Organe de coopération de la SADC sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité.</p>
<p>22-25, Tanzanie</p>	<p>Semaine de l'industrialisation de la SADC L'événement d'une semaine vise à vulgariser la Stratégie et la Feuille de route pour d'industrialisation de la SADC approuvée en 2015. Maintenant dans sa troisième année, l'événement annuel comprend une conférence de haut niveau pour discuter des moyens d'accélérer le programme d'industrialisation de la SADC ainsi qu'une exposition par les gouvernements, les entreprises, les institutions de recherche et d'autres parties prenantes.</p>
<p>31 juillet-2 août, Namibie</p>	<p>Réunion des ministres de la justice de la SADC Les ministres responsables de la justice et des affaires juridiques se réuniront pour examiner plusieurs questions, notamment l'élaboration et la révision d'instruments juridiques.</p>
<p>Août 17 – 18, Tanzanie</p>	<p>39ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC Les leaders de la SADC se réunissent chaque année en août pour discuter de l'intégration et du développement régionaux. Le sommet est précédé de réunions de Hauts Fonctionnaires et du Conseil des Ministres. Le président tanzanien John Magufuli devient président de la SADC.</p>



Indépendance du Mozambique,
le 25 juin 1975

Respecter le passé..... construire l'avenir

LE BUREAU régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe, en collaboration avec le Centre de recherche et de documentation d'Afrique australe, travaille sur la production de ressources documentaires sur les dimensions et les liens régionaux des mouvements de libération nationale dans la région de la SADC, à la suite de l'approbation et de la mise en forme du projet par une réunion d'experts en histoire en Namibie l'année dernière.

Ouvrant officiellement la réunion des experts en histoire et donnant le ton, le Président de l'Assemblée nationale de Namibie, M. Peter H Katjavivi, a souligné la nécessité de réfléchir aux liens réciproques entre les luttes de libération dans la région.

"Il est nécessaire de procéder à un interrogatoire plus approfondi de ce qui s'est passé, de la raison pour laquelle cela s'est passé et de l'aspect prise en charge de ces événements", a déclaré le professeur Katjavivi.

Le professeur Hubert Gijzen, directeur et représentant du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe, a déclaré que la réunion d'experts constituait la première phase d'un programme intitulé Programme du patrimoine des mouvements de libération nationale: utiliser l'histoire de l'indépendance pour promouvoir l'inclusion, la diversité culturelle et l'éducation civique.

Il a déclaré que l'objectif du programme est d'utiliser les diverses expériences de la lutte de libération en Afrique australe pour aider la région à relever les défis contemporains de la xénophobie et d'autres formes de discrimination, ainsi que pour promouvoir la tolérance, l'unité et la cohésion sociale.

La trajectoire de développement de l'Afrique australe dans le présent et l'avenir repose sur l'unité et la solidarité qui résonnent des expériences connexes des mouvements de libération nationale qui ont renversé l'apartheid et la domination coloniale.

La documentation sur les mouvements de libération nationale (NLM) sera présentée sous forme de modules pouvant être utilisés pour différents niveaux d'enseignement, notamment primaire, secondaire et tertiaire, ainsi que pour les jeunes déscolarisés

Les modules comporteront trois éléments: une vidéo, des publications sur les réseaux sociaux et une version textuelle illustrée.

Cette initiative vise à générer des outils de sensibilisation et d'éducation pour maintenir les connaissances partagées sur le mouvement pour l'indépendance dans la région et pour régénérer la cohésion partagée par-delà les frontières apparus au cours de cette période. Cela témoigne de la nécessité de l'intégration régionale et de la réalisation de l'unité africaine.

La lutte de libération qui a abouti à l'indépendance politique a été réalisée grâce à une coordination et à une coopération organisées dans toute la région.

Cependant, la perte de connaissances sur cet héritage de libération est un revers pour les réalisations importantes faites en matière de développement régional et de coopération en Afrique australe, entraînant la croissance d'un syndrome du «nous et eux» au niveau national, en particulier mais pas uniquement en Afrique du Sud, entraînant xénophobie, intolérance et atteinte à la cohésion sociale.

Marcus Garvey, nationaliste noir né en Jamaïque et leader du panafricanisme, a capturé l'idée de s'intéresser au riche passé historique et a cherché à unifier et à relier les peuples d'ascendance africaine à travers le monde. Il a déclaré: « Un peuple sans connaissance de son histoire, de son origine et de sa culture est comme un arbre sans racines."

Le matériel d'information aura pour but de compléter le matériel existant sur les MNL en Afrique; améliorer l'enseignement de l'histoire, du patrimoine et des valeurs des MNL en fournissant du matériel pertinent; stimuler le débat et l'accès des jeunes par le biais de liens et de plateformes pertinents; promouvoir l'unité et les valeurs partagées de l'intégration régionale; et les valeurs d'inclusion, de diversité, de paix et de tolérance.

Cela montre que les jeunes ne travaillaient pas alors isolément pour atteindre leur objectif d'indépendance politique et que la lutte pour les jeunes est maintenant économique. Il faut donc que les jeunes fassent preuve de tolérance et d'unité pour atteindre un objectif commun de développement économique régional. □

« Josine, tu n'es pas morte, car nous avons pris tes responsabilités et elles habitent en nous. ... Les fleurs qui tombent de l'arbre doivent préparer le terrain pour que de nouvelles et plus belles fleurs s'épanouissent au cours de la prochaine saison. Votre vie continue dans ceux qui continuent la révolution. »

Samora Machel, poème pour Josina Machel, 1971,



Indépendance de la RDC, le 30 juin 1960

Patrice Lumumba, lettre à Pauline Lumumba, 1960....

Indépendance de la RDC le 30 juin 1960

« L'Afrique écrira sa propre histoire et, au nord et au sud du Sahara, ce sera une histoire pleine de gloire et de dignité. »



JOUR FERIES DANS LA SADC

Juin - Août 2019

5 juin	Jour de la libération	Seychelles
16 juin	Journée de la jeunesse	Afrique du Sud
17 juin	Journée fériée	Afrique du Sud
18 juin	Journée National	Seychelles
20 juin	Corpus Christi	Seychelles
25 juin	Jour de l'indépendance	Mozambique
26 juin	Jour de l'indépendance	Madagascar
29 juin	Jour de l'indépendance	Seychelles
30 juin	Jour de l'indépendance	RDC
1 er juillet	Journée de Sir Seretse Khama	Botswana
1 juillet	Fête des Héros	Zambie
6 juillet	Jour de l'Indépendance	Malawi
7 juillet	Jour de l'Unité	Zambie
7 juillet	Saba Saba	Tanzanie
15 juillet	Fête du Président	Botswana
16 juillet	Jour du Président	Botswana
17 juillet	Anniversaire du Roi	Lesotho
22 juillet	Anniversaire du Feu Roi Sobhuza	Eswatini
1 août	Fête parents	RDC
5 août	Fête agriculteurs	Zambie
8 août	Nane Nane Journée paysanne	Tanzanie
9 août	Journée de la Femme	Afrique du Sud
12 août	Fête Héros	Zimbabwe
13 août	Fête des Forces de défense	Zimbabwe
15 août	Fête de l'Ascension	Madagascar, Seychelles
17 août	Journée de la SADC*	Tous
26 août	Fête Héros	Namibie

* La Journée de la SADC n'est pas un jour férié mais une commémoration de la signature du Traité de la SADC le 17 août 1992